



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
5 février 2021  
Français  
Original : anglais

---

### **Lettre datée du 4 février 2021, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Yémen auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous écrire au sujet de la déclaration prononcée le 2 février 2021 par le porte-parole du Secrétaire général, Stéphane Dujarric, dans laquelle ce dernier a confirmé que les milices houthistes étaient en train de « réexaminer » l'approbation formelle qu'ils avaient donnée au déploiement d'une mission concernant le pétrolier *Safer*, et que le calendrier de déploiement demeurait incertain et serait fonction de la décision des houthistes. Je souhaiterais soulever à cet égard les points ci-après.

Le Gouvernement yéménite a mis en garde à plusieurs reprises contre le comportement des milices terroristes houthistes qui instrumentalisent la dangereuse question du pétrolier *Safer* et en bloquent le règlement, en l'utilisant comme monnaie d'échange à des fins politiques. Les houthistes se servent également de la situation pour faire pression sur la communauté internationale, faisant fi des conséquences que la fuite imminente, voire l'explosion, de plus d'un million de barils de pétrole est susceptible d'avoir et de l'impact dévastateur que cela aurait sur les plans environnemental, économique et humanitaire au Yémen, dans la région et dans le secteur du transport maritime international.

Depuis la séance que le Conseil de sécurité a tenue le 15 juillet 2020 sur la question du pétrolier *Safer*, le Gouvernement yéménite a appuyé, de concert avec la communauté internationale, le dialogue entrepris par l'ONU avec les houthistes dans le but de dépêcher une équipe technique chargée de procéder à une évaluation et d'entamer les premières réparations en vue de l'extraction du pétrole. La situation à laquelle on aboutit aujourd'hui, après huit mois de discussions entre l'Organisation et les houthistes, choquera peut-être la communauté internationale, mais pas le Gouvernement yéménite. Il ne fait aucun doute que ces milices terroristes, dirigées par Hassan Erlo, représentant du régime iranien à Sanaa, utilisent le pétrolier *Safer* en guise de bombe à retardement pour faire pression sur la région et la communauté internationale, en vue de faire durer la guerre au Yémen et de servir les intérêts destructeurs de l'Iran.

Le Gouvernement yéménite demande à la communauté internationale de se montrer plus stricte à l'égard des houthistes, en particulier en ce qui concerne cette grave question humanitaire et environnementale. Il appelle de nouveau le Conseil de sécurité à prendre des mesures dissuasives contraignantes contre les houthistes pour faire en sorte que le pétrole soit déchargé de toute urgence et que le navire soit démantelé, sans quoi le monde et la région risquent de connaître la catastrophe environnementale et humanitaire la plus grave de leur histoire.



Je vous prie de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre aux membres du Conseil de sécurité pour examen et de le faire publier comme document du Conseil.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(*Signé*) Abdullah Ali Fadhel **Al-Saadi**

---